

# La démocratie préservera l'unité de la C. G. T.

Si l'on suit bien la lecture de « l'Humanité », toujours résolument optimiste, le 13 novembre est un succès, l'unité continue encore et toujours à se développer, les thèses du 14<sup>e</sup> Congrès se vérifient tous les jours, l'autorité et le recrutement du parti augmentent, la CGT consolide ses positions dans les élections professionnelles, etc. En un mot, le train est sur ses rails, il ne reste plus aux militants, aux ouvriers, qu'à « pousser » sans discussions. Si cette vision idyllique a l'avantage de tranquilliser les « dirigeants », elle laisse les militants dans le brouillard absolu.

Les problèmes se posent imperturbablement. Et les grands dirigeants discutent, entre eux comme il se doit. Dans la presse confidentielle, genre « Le Peuple » ou à mots couverts lorsqu'il s'agit d'un texte largement public dans « l'Humanité » apparaissent peu à peu les difficultés mêmes des « dirigeants ».

La dernière période a connu son nouveau contingent de découvertes. C'est l'article de Lebrun dans le bi-mensuel officiel de la CGT, 15-12-56, puis celui de B. Frachon dans « l'Humanité » du 3 janvier, et encore L. Mauvais dans « l'Humanité » du 7-1-57.

Le malaise dont souffre la classe ou-

rière et dont « La Vérité des Travailleurs » se fait l'écho, apparaît enfin au grand jour.

Qu'en dit Le Brun: « Depuis quelque 30 ans que je milite, je n'ai jamais connu une situation politique aussi mauvaise, la gauche aussi divisée, aussi paralysée par ses divisions » ... ou encore sur les événements de Hongrie à propos de la « confusion entre organisation politique et syndicale: « A cet égard les quelques démissions enregistrées ici et là, les reculs sensibles constatés dans différentes élections professionnelles, le réveil de certaines tendances autonomistes, me semblent constituer un avertissement net: il est temps, il est urgent de ramener les organisations syndicales à leur mission fondamentale de défense des intérêts économiques et sociaux des travailleurs... »

Nous voilà loin de l'optimisme béat de « l'Humanité ». Le malaise est si grand que B. Frachon et L. Mauvais, deux autres secrétaires de la CGT sont venus à la rescousse pour combattre la solution de l'AUTONOMIE à laquelle différents syndicats CGT se seraient accrochés.

Mais cette alternative envisagée par divers militants CGT, si elle exprime leur désarroi ne peut se combattre

que par la pratique de la démocratie syndicale qui inclut entre autres LE DROIT A L'EXISTENCE DES TENDANCES.

La démocratie syndicale, ce n'est pas seulement B. Frachon proclamant, la main sur le cœur: « j'ai dit souvent et je répète qu'il m'est arrivé maintes fois avant et depuis la guerre de me soumettre à des décisions de majorité que j'avais combattues. » Les travailleurs ont le droit de trouver cela « un peu fort de café ». Ils aimeraient savoir quand, sur quoi, contre qui et quoi, B. Frachon s'est battu, plus particulièrement depuis la fin de la guerre. Cela n'a jamais été exprimé, ni discuté nulle part.

L. Mauvais, lui, brandit la résolution du Bureau Confédéral du 13 novembre face aux prétentions d'un nommé Darras dans un journal socialiste du Pas-de-Calais qui réclame au prochain Congrès SFIO la condamnation de l'appartenance à la CGT pour les militants de ce parti, laquelle résolution, même si elle exprime un recul de la direction du PCF dans la CGT, reste notoirement insuffisante.

Que Lebrun soit un réformiste ne change rien au fait qu'il soit allé le plus loin, tout au moins sur la question des tendances, ce qui l'amène jus-

qu'à tenir compte « des courants et tendances de la classe ouvrière qui ne s'expriment pas dans rangs ».

Par la « bande » (B. Frachon, dans son article, s'attaque au MLP), la direction du PCF entend maintenir ces conceptions d'organisation: « D'autres nous suggèrent une organisation où chaque tendance, chaque parti ou courant politique aurait sa fraction organisée, sa liberté de mouvement, c'est-à-dire que les syndicats deviendraient le champ clos où s'affronteraient les partis, où se mijoteraient les manœuvres sordides en faveur de tel ou tel groupement. Ils prétendent que c'est la voie de l'unité.

Belle unité, en effet et qui serait le plus sûr moyen de faire pénétrer la division et l'impuissance partout. »

Mais qui a introduit cette « cuisine sordide » dans la CGT? sinon les soutiens du gaullisme de 1944, du tripartisme, de Mollet aujourd'hui ou les tenants du mendessisme sous couleur du rassemblement des forces progressives.

Le conflit deviendra plus brûlant encore. Il ne restera pas cantonné au sommet. C'est dans la classe ouvrière, par un débat très large, sur le terrain de classe et dans ce cadre que L'UNITÉ SE FORGERA.

Nous avons déjà parlé dans nos précédents numéros du malaise dans la CGT provoqué par les événements de Hongrie, que révélait le communiqué du Bureau confédéral de la CGT, et que les élections professionnelles dans diverses entreprises, industries ou régions montrant un recul CGT, n'auraient pu, de toute façon dissimuler plus longtemps. Malgré cela la position très nette du PCF, sans changement et sans nuances depuis le début, les interventions de ses militants très souvent dirigeants de la CGT, continuent à entretenir ce malaise. Il faut éclairer les travailleurs! disent-ils, et les syndicats de la CGT doivent contribuer à dissiper les nuages provoqués par les mensonges et les calomnies de la bourgeoisie. C'est à l'intervention de ces militants plus fermes sur les positions du PCF, désirant faire pièce aux déclarations de syndicats comme ceux du Livre, qu'il faut attribuer la partie du rapport de Frachon au CCN sur ce sujet: « ...Des camarades m'ont fait part de leur embarras à ce propos (il s'agit de la déclaration du Bureau confédéral). Ils disent avec juste raison, qu'ils doivent parler aux travailleurs et leur donner les explications qu'ils réclament, qu'ils ne peuvent laisser sans riposte les attaques dirigées contre leurs organisations.

Nous leur faisons observer que la déclaration du Bureau confédéral rappelle le droit absolu de chaque organisation confédérée de prendre, à propos des événements de Hongrie, la position qu'elle estime juste et de la défendre devant les travailleurs de leur corporation, dans les localités et les entreprises. »

C'est la position adoptée par le Congrès de la Fédération des Métaux, et c'est pourquoi la discussion a lieu ou devrait avoir lieu dans les unions départementales, les syndicats, les sections syndicales des Métaux. Dans l'état actuel du mouvement syndical dans la métallurgie, dans le cadre même de la structure décentralisée depuis déjà de longs mois, il n'y aura pas beaucoup de difficultés à faire adopter le point de vue des dirigeants du PCF responsables CGT qui, en fait, utilisent l'appareil syndical pour leur propre position de fraction... stalinienne.

Une décision à « l'esbrouffe » ne peut mener bien loin. C'est ce qu'a senti l'USTM de la région parisienne.

Comment l'affaire va être menée?

Le journal de l'USTM « Le Métallo » de novembre 1956, comprend une déclaration des membres du bureau de l'USTM sur les événements de Hon-

## La discussion sur la Hongrie dans la C. G. T.

grie. C'est cette déclaration qui est censée servir de base de discussion dans les sections syndicales. Il suffit de faire commande à l'USTM d'un nombre d'exemplaires correspondant au nombre de syndiqués et la discussion se déroule. Comme toujours dans ce genre d'opérations, on l'a vu lors de l'organisation de la discussion sur les accords Renault fin 1955, la fraction qui dirige fait seulement état de ses positions... et la discussion continue jusqu'à approbation.

Les discussions qui ont eu lieu entre dirigeants? Pas question. Sur quoi ont-ils des divergences? Personne ne le saura. A commencer par Lebrun dont la position n'est pas encore précisée, en ce qui concerne le pourquoi de sa condamnation de l'intervention russe.

Telles sont les méthodes de la majorité monopoliste. Ainsi, au Bureau de l'USTM il y a eu discussion et désaccord puisque un de ses membres, Lenoir de chez Renault, n'est pas signataire de la déclaration. Aucun syndiqué n'en saura rien, puisqu'il n'en est pas fait mention, mieux même, il est écrit que les membres du bureau, unanimes, souhaitent que, etc...

Le contenu de la déclaration, d'autre part, est aussi révélateur des discussions que l'attitude de la classe ouvrière provoque chez les dirigeants, et de leur impossibilité à présenter la version PCF intégrale. C'est ainsi qu'une partie importante de la déclaration est consacrée au mécontentement des ouvriers hongrois: « ... une des plus importantes de ces erreurs (des dirigeants hongrois) fut le développement trop poussé de l'industrie lourde par rapport à la production des objets de consommation, ce qui eut pour conséquence de ralentir l'amélioration des conditions de vie du peuple. Il semble que la raison principale des erreurs soit le manque de liaison des dirigeants avec les masses, ce qui ne permet pas à ces dirigeants de saisir assez rapidement la situation, l'état d'esprit, les aspirations, les revendications des travailleurs... ou encore la reconnaissance des « manifestations justifiées des tra-

vailleurs » dont il est dit que: « ...de la part des ouvriers, cela allait dans le sens du progrès, de l'amélioration du pouvoir populaire et non de sa destruction. »

Et alors, la déclaration parle de l'intervention des fascistes qui ont profité de la situation, débordé, dénaturé, etc..., ce qui a amené le gouvernement hongrois à demander l'aide de l'URSS pour rétablir la situation.

La déclaration ne fait pas mention de l'intervention des troupes soviétiques.

Ainsi, cette déclaration fondamentalement sur les positions du PCF ne fait qu'édulcorer, atténuer, camoufler tout ce qui hérisse les travailleurs, dans la politique outrancière de ce parti. Elle se situe donc en recul, mais ce qui est important, c'est de savoir: ce qui impose ce recul ce sont les ouvriers. D'autre part, ce recul ne peut qu'être favorable à la progression des critiques anti-staliniennes. La reconnaissance du droit de tendances et leur expression au sein de la CGT dont nous parlions dans notre dernier numéro, les droits des minorités et des syndiqués qui contribueront à briser le collier stalinien du mouvement syndical, doivent s'élargir encore.

Dans la discussion ouverte parmi les syndiqués de la métallurgie, ainsi que dans les autres corporations, les militants ouvriers révolutionnaires se placeront sur le terrain de l'internationalisme prolétarien, pour la défense des ouvriers hongrois. En plus de la critique des méthodes de la discussion, de l'insuffisance du matériel mis à leur disposition, de l'absence totale d'éléments concrets même sur le niveau de vie des ouvriers hongrois, dans la déclaration des membres du bureau de l'USTM, les syndiqués continueront à réclamer une information objective sur les événements de Hongrie par la constitution de commissions d'enquêtes ouvrières, l'envoi de délégations ouvrières en Hongrie, comprenant des militants du PCF et qui sauront faire éclater la vérité sur la nature de l'insurrection hongroise.

DUPARC.